ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première et quatrième chambres, saisi par le Premier Ministre, le 16 décembre 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur :

1° un avant-projet de loi "portant des dispositions budgétaires et diverses" (L. 28.601/1/4),

2° un avant-projet de loi "modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone" (L. 28.602/4),

a donné le 21 décembre 1998 (première chambre) et le 22 décembre 1998 (quatrième chambre) l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste en vierde kamers, op 16 december 1998 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over :

1° een voorontwerp van wet "houdende budgettaire en diverse bepalingen" (L. 28.601/1/4),

2° een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap" (L. 28.602/4),

heeft op 21 december 1998 (eerste kamer) en op 22 december 1998 (vierde kamer) het volgende advies gegeven :

Conformément à l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"... (l'urgence est motivée) par le fait que les deux avant-projets de loi donnent la base légale nécessaire pour certaines décisions prises par le Gouvernement lors de l'élaboration du budget pour l'année 1999.

En outre, l'avant-projet de loi portant des dispositions budgétaires et diverses, reprend un certain nombre de dispositions qui ont pour but de donner une solution à certaines imperfections techniques constatées dans la législation actuelle.

Enfin, le Gouvernement a l'intention de déposer dans les meilleurs délais aux Chambres législatives les deux avant-projets de loi afin que la discussion puisse avoir lieu immédiatement après les vacances de Noël. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Gouvernement demandera, au moment du dépôt à la Chambre des représentants, l'application de l'article 80 de la Constitution en ce qui concerne l'avant-projet de loi portant des dispositions budgétaires et diverses.".

*

* *

OBSERVATIONS PREALABLES

1. En application de l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est essentiellement limitée à "l'examen du fondement juridique, de la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que de l'accomplissement des formalités prescrites".

2. Selon l'exposé des motifs commun au projet de loi portant des dispositions budgétaires et diverses et à celui modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, il est proposé de suivre la procédure de scission applicable en matière de projets mixtes, telle qu'elle est décrite dans le texte adopté par la Commission de concertation lors de sa réunion du 13 novembre 1996 sous le point 2. b) (1).

L'exposé des motifs donne pour toute justification le fait que l'ensemble des dispositions découle d'une décision prise par le Gouvernement lors de l'élaboration du budget pour l'année 1999.

On peut sérieusement douter de la pertinence de ce choix, dès lors que l'on se trouve en présence de ce que la doctrine a qualifié de loi mosaïque, c'est-à-dire d'un ensemble de dispositions légales hétéroclites groupées dans un même texte.

De plus, la nature même de la loi du 31 décembre 1983, précitée, justifierait que les modifications que le Gouvernement entend y apporter fassent l'objet d'un projet entièrement distinct soumis à la procédure d'élaboration de la loi prévue par l'article 77 de la Constitution.

*

(1) Doc. parl., Chambre, session extraordinaire 1995, n° 82/14.

En ce qui concerne le projet de loi portant des dispositions budgétaires et diverses (n° L. 28.601/4)

Titre II - Dispositions budgétaires

Chapitre 2 - Coopération au développement - Fonds de survie

Article 4

Le 17 décembre 1998, la Chambre des représentants a adopté une proposition de loi "créant le Fonds belge de survie" (1).

En vertu de l'article 9, alinéa 1er, 1°, de cette proposition, le "Fonds belge de survie" serait alimenté, notamment, par le solde du "Fonds de survie pour le Tiers-Monde", appelé à disparaître.

L'article 14 de cette proposition abroge, en conséquence, la loi du 3 octobre 1983 portant création d'un "Fonds de survie pour le Tiers-Monde" en vue d'assurer l'exécution des résolutions du Sénat et de la Chambre des représentants sur le manifeste appel des Prix Nobel contre l'extermination par la faim et sur la contribution que la Belgique doit apporter à cette action.

Selon son article 15, la loi proposée entre en vigueur le 1er janvier 1999.

---

(1) Compte rendu analytique, Chambre, séance du 17 décembre 1998 après-midi.

L’article 4 du présent avant-projet, pour lequel aucune date d’entrée en vigueur particulière n’est prévue, tend donc à augmenter l’alimentation d’un fonds organique qui aura cessé d’exister le 1er janvier 1999, si la proposition est adoptée.

Cette contradiction doit être évitée.

## Chapitre 3 - Pensions - Orchestre national de Belgique

### Articles 5 à 9

Ces articles règlent l’octroi d’un complément de pension pour certains membres du personnel de l’Orchestre national de Belgique.

Aux termes de l’exposé des motifs, ces dispositions ont pour objet d’inciter les membres du personnel concernés à solliciter leur mise à la retraite anticipée à partir de l’âge de soixante ans.

Afin de montrer que les dispositions en projet sont compatibles avec le principe constitutionnel de l’égalité et de la non-discrimination, il est recommandé de préciser l’argumentation donnée dans l’exposé des motifs pour justifier ces dispositions.

Chapitre 8 - Sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés

Article 14

La disposition en projet charge les caisses de prévoyance visées "à l'arrêté royal du 20 novembre 1970 portant des dispositions particulières en matière de sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés ... de l'application des dispositions relatives aux pensions d'invalidité prévues par l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés".

Selon l'exposé des motifs, la disposition en projet vise à créer un fondement légal permettant de "maintenir en fonction" les caisses de prévoyances visées.

Titre III - Dispositions diverses

Chapitre 2 - Modifications à la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal

Articles 22 et 23

Dans le texte français de l'article 1er, § 2, en projet de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal, il y a lieu de remplacer le mot "supposé" par le mot "présumé".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 22

Dans la phrase liminaire, on ajoutera les mots "et modifié par la loi du 21 mars 1991" après les mots "remplacé par la loi du 2 juillet 1981".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 23

La phrase liminaire sera réécrite comme suit :

"Dans l'article 12 de la même loi, remplacé par la loi du 2 juillet 1981 et modifié par la loi du 21 mars 1991, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :".

En outre, mieux vaut supprimer les mots "L'alinéa 4 devient l'alinéa 5".

Chapitre 3 - Modification à la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales

Article 26

Le dernier alinéa de l'article 5bis en projet dispose que le secrétariat de la commission visée dans cet article "est assuré par un fonctionnaire de l'administration de la Région de Bruxelles-Capitale".

Une telle disposition méconnaît toutefois l'autonomie de la région précitée et doit être supprimée. Il convient en effet de rappeler que l'autorité fédérale doit, dans l'exercice de sa compétence, respecter l'autonomie des régions. Il est porté atteinte à cette autonomie lorsque l'autorité fédérale confie des missions à des agents ressortissant aux régions.

Chapitre 4 - Transformation de personnes morales non commerciales en sociétés commerciales

Article 31

1. Par souci de la sécurité juridique, il convient de préciser à l'article 78quater, § 3, deuxième phrase, le jour auquel le délai de trois semaines qui y est visé, prend exactement cours.

2. Dans le bref délai qui lui a été imparti pour rendre son avis, le Conseil d'Etat n'a pu examiner la

relation entre les dispositions figurant en regard du troisième tiret de l'article 78quinquies, § 4, en projet, et les dispositions du chapitre Vquater - Cessions, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

En ce qui concerne le projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone (n° L. 28.602/4)

Article 2

La phrase liminaire du paragraphe 1er serait mieux rédigée comme suit :

"L'article 58quinquies, § 2, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, est complété comme suit :".

De même, il convient de rédiger la phrase liminaire du paragraphe 2 comme suit :

"L'article 58quinquies, § 3, de la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, remplacé par la loi du 16 juillet 1993, est complété comme suit :".

OBSERVATION FINALE

Du point de vue de la correction de la langue, le texte néerlandais du projet de loi portant des dispositions budgétaires et diverses laisse, en règle générale, à désirer pour des raisons qui sont indiquées dans la version néerlandaise du présent avis, où, outre les propositions de texte faites dans le corps même de la version néerlandaise du présent avis, quelques exemples sont donnés de façon surabondante.

---

Volgens artikel 84, eerste lid, 2˚, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd

> "door het feit dat de beide voorontwerpen diverse beslissingen, genomen door de Regering tijdens de opmaak van de begroting 1999, voorzien van hun nodige wettelijke basis.
>
> Bovendien zijn in het voorontwerp van wet houdende budgettaire en diverse bepalingen, een aantal bepalingen opgenomen die tot doel hebben een oplossing te bieden voor een aantal technische onvolkomenheden, die in de bestaande wetgeving vastgesteld werden.
>
> Tenslotte is het de bedoeling van de Regering beide voorontwerpen zo spoedig mogelijk bij het Parlement in te dienen opdat de bespreking ervan onmiddellijk na het Kerstreces zou kunnen worden aangevat. Het is trouwens ook om deze redenen dat de Regering, op het ogenblik van de indiening bij de Kamer van volksvertegenwoordigers, de toepassing van artikel 80 van de Grondwet zal vragen voor wat betreft het voorontwerp van wet houdende budgettaire en diverse bepalingen.".

*

* *

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

1. Met toepassing van het bepaalde in artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich in hoofdzaak beperkt tot "het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan".

2. Volgens de gemeenschappelijke memorie van toelichting bij zowel het ontwerp van wet houdende budgettaire en diverse bepalingen, als bij dat tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming van de instellingen voor de Duitstalige gemeenschap, wordt voorgesteld de splitsingsprocedure inzake gemengde ontwerpen toe te passen, zoals die wordt beschreven in de tekst aangenomen door de parlementaire overlegcommissie tijdens haar vergadering van 13 november 1996 onder punt 2. b) (1).

In de memorie van toelichting wordt als enige verantwoording daarvan gesteld dat alle bepalingen voortkomen uit een beslissing die de regering heeft genomen bij de uitwerking van de begroting 1999.

Aan de pertinentie van die keuze kan ernstig worden getwijfeld, aangezien er hier sprake is van wat in de rechtsleer een mozaïekwet wordt genoemd, met andere woorden

---

(1) Gedr. St., Kamer, buitengewone zitting 1995, nr. 82/14.

een geheel van uiteenlopende wetsbepalingen die in één en dezelfde tekst zijn samengebracht.

Bovendien zou de aard zelf van de voornoemde wet van 31 december 1983 rechtvaardigen dat de wijzigingen die de Regering in die wet beoogt aan te brengen, het voorwerp uitmaken van een volkomen afzonderlijk ontwerp waarop de procedure voorgeschreven in artikel 77 van de Grondwet, die betrekking heeft op de behandeling van een wet, wordt toegepast.

*

Wat betreft het ontwerp van wet houdende budgettaire en diverse bepalingen (nr. L. 28.601/4)

Titel II - Budgettaire bepalingen

Hoofdstuk 2 - Ontwikkelingssamenwerking - Overlevingsfonds

Artikel 4

Op 17 december 1998 heeft de Kamer van Volksvertegenwoordigers een wetsvoorstel goedgekeurd "tot oprichting van het Belgisch Overlevingsfonds" (1).

Krachtens artikel 9, eerste lid, 1°, van dat wetsvoorstel, zou het "Belgisch Overlevingsfonds" onder meer gestijfd worden met het saldo van het ten einde lopende "Overlevingsfonds Derde Wereld".

---

(1) Beknopt verslag, Kamer, namiddagvergadering van 17 december 1998.

Artikel 14 van dat wetsvoorstel heft bijgevolg de wet van 3 oktober 1983 op "houdende oprichting van een ’Overlevingsfonds Derde Wereld’ ter uitvoering van de resoluties van de Senaat en van de Kamer van Volksvertegenwoordigers over het manifest van de Nobelprijswinnaars tegen uitroeiing door honger en over de bijdrage die België aan die actie moet leveren".

Volgens zijn artikel 15 treedt de voorgestelde wet op 1 januari 1999 in werking.

Artikel 4 van het onderhavige voorontwerp, waarvoor geen specifieke datum van inwerkingtreding is bepaald, strekt er dus toe de middelen op te trekken van een organiek fonds dat op 1 januari 1999, als het wetsvoorstel wordt goedgekeurd, niet meer zal bestaan.

Die tegenstrijdigheid moet worden verholpen.

Hoofdstuk 3 - Pensioenen - Nationaal Orkest van België

Artikelen 5 tot 9

Deze artikelen regelen een pensioencomplement voor bepaalde personeelsleden van het Nationaal Orkest van België.

Luidens de memorie van toelichting heeft die regeling tot doel de betrokken personeelsleden aan te moedigen hun vervroegde oprustestelling vanaf de leeftijd van zestig jaar te vragen.

Teneinde ervan te doen blijken dat de ontworpen regeling verenigbaar is met het grondwettelijk beginsel van de gelijkheid en de niet-discriminatie, verdient het aanbeveling de in de memorie van toelichting gegeven verantwoording voor de ontworpen regeling nader te preciseren.

## Hoofdstuk 8 - Maatschappelijke zekerheid der mijnwerkers en ermee gelijkgestelden

### Artikel 14

De ontworpen bepaling belast de voorzorgskassen "bedoeld in het koninklijk besluit van 20 november 1970 houdende bijzondere bepalingen inzake de sociale zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden" met "de toepassing van de bepalingen betreffende het invaliditeitspensioen voorzien in de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de mijnwerkers en ermee gelijkgestelden".

Blijkens de memorie van toelichting wordt met de ontworpen bepaling beoogd rechtsgrond te verlenen voor het "verder functioneren" van de bedoelde voorzorgskassen.

Aan dat oogmerk wordt met de ontworpen bepaling echter niet volledig tegemoetgekomen : daartoe zou zij moeten worden aangevuld met een uitdrukkelijke bevoegdheidsopdracht aan de Koning om onder meer de werking en de organisatie van de bedoelde voorzorgskassen te regelen.

## Titel III - Diverse bepalingen

### Hoofdstuk 2 - Wijzigingen van de wet van 2 mei 1956 op de postcheck

#### Artikelen 22 en 23

In het ontworpen artikel 1, § 2, van de wet van 2 mei 1956 op de postcheck dient het woord "vermoed" te worden vervangen door het woord "geacht".

Bovendien behoort het woord "postcheck" in de officiële spelling te worden geschreven, nl. "postcheque" en behoort niet "in Belgische franken" maar "in Belgische frank" te worden geschreven. De eerste en de derde opmerking gelden ook voor het ontworpen artikel 12.

#### Artikel 22

In de inleidende zin dienen de woorden "en gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991" te worden ingevoegd na de woorden "vervangen bij de wet van 2 juli 1981".

Voorts schrijve men : "het volgende lid" en niet "het volgend lid".

Artikel 23

De inleidende zin behoort te worden herschreven als volgt :

"In artikel 12 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 2 juli 1981 en gewijzigd bij de wet van 21 maart 1991, wordt tussen het derde en het vierde lid het volgende lid ingevoegd :".

Bovendien is het raadzaam de woorden "Het vierde lid wordt het vijfde lid", te laten vervallen.

Hoofdstuk 3 - Wijziging van de wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen

Artikel 26

In het laatste lid van het ontworpen artikel 5bis wordt bepaald dat het secretariaat van de in dat artikel bedoelde commissie "wordt verzekerd door een ambtenaar van het bestuur van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

Een dergelijke bepaling miskent evenwel de autonomie van het voornoemde gewest en dient te worden geschrapt. Er moet immers aan worden herinnerd dat de

federale overheid in de uitoefening van haar bevoegdheid de autonomie van de gewesten dient te eerbiedigen. Aan die autonomie wordt afbreuk gedaan als ambtenaren die onder de bevoegdheid van de gewesten vallen, door de federale overheid met taken zouden worden belast.

## Hoofdstuk 4 - Omzetting van niet-commerciële rechtspersonen in handelsvennootschappen

### Artikel 31

1. In het ontworpen artikel 78quater, § 3, tweede volzin, dient ter wille van de rechtszekerheid te worden verduidelijkt op welke dag de daarin bedoelde termijn van drie weken precies een aanvang neemt.

2. Binnen de korte termijn die de Raad van State is toegemeten om zijn advies uit te brengen, heeft hij niet kunnen onderzoeken hoe de bepalingen na het derde streepje van het ontworpen artikel 78quinquies, § 4, zich verhouden tot de bepalingen van hoofdstuk Vquater - Overdrachten, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

Wat betreft het ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap (nr. L. 28.602/4)

Artikel 2

De inleidende zin van paragraaf 1 zou beter als volgt worden gesteld :

"Artikel 58quinquies, § 2, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, wordt aangevuld als volgt :".

Zo ook behoort de inleidende zin van paragraaf 2 te worden gesteld als volgt :

"Artikel 58quinquies, § 3, van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, vervangen bij de wet van 16 juli 1993, wordt aangevuld als volgt :".

SLOTOPMERKING

Het ontwerp van wet houdende budgettaire en diverse bepalingen is uit een oogpunt van correct taalgebruik door de band genomen ondermaats wegens talrijke, met het Nederlandse taaleigen strijdige slechte vertalingen uit het Frans en andere fouten. Tot staving hiervan worden, naast de tekstvoorstellen die in het corpus van het advies gedaan zijn, ten overvloede de volgende voorbeelden gegeven :

Artikel 5

Men schrijve "gebonificeerd", niet "gebonifieerd".

Artikel 6

Men schrijve "welke", niet "dewelke", alsook "enige beroepsactiviteit" in plaats van "om het even welke beroepsactiviteit".

Artikel 11

In het tweede lid schrijve men "bedrijfskapitaal" in plaats van "rollende fonds". Het woord "bedrijfskapitaal" wordt trouwens al gebruikt in het eerste lid. In het tweede lid zou het woord "betoelaging-" vervangen moeten worden door een correcte term.

Artikel 18

In het ontworpen artikel 20 zouden de woorden "richt ... in", die in casu verkeerd gebruikt zijn, vervangen moeten worden door het woord "organiseert".

Artikel 20

In de inleidende zin schrijve men : "Bekrachtigd worden" en niet "Zijn bekrachtigd".

Artikel 26

In het ontworpen artikel 5bis, eerste lid, is het woord "zetelende" gebruikt in een betekenis die dat woord in het Nederlands niet heeft. In het derde lid is de wending "op het voorstel van" niet gangbaar, evenmin als het voorzetsel "onder" in de verbinding "gekozen onder". In het vierde lid ten slotte is ook het woord "verzekerd" gebruikt in een betekenis die niet correct is.

De Nederlandse tekst van heel het ontwerp zou grondig herzien moeten worden.

---

Het advies betreffende titel I, titel II, hoofdstukken 3 tot 10, titel III, hoofdstukken 3 tot 6

werd gegeven door de eerste kamer, samengesteld uit

de Heren D. VERBIEST, kamervoorzitter,
Messieurs président de chambre,

M. VAN DAMME, staatsraden,
D. ALBRECHT, conseillers d'Etat,

Mevrouw A. BECKERS, griffier,
Madame greffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SMETS, staatsraad.

De verslagen werden uitgebracht door de H. P. DEPUYDT, eerste auditeur en door de H. W. VAN VAERENBERGH, auditeur. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld en toegelicht door Mevr. M.-C. CEULE, eerste referendaris-afdelingshoofd en door de H. J. DRIJKONINGEN, referendaris.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER,

A. BECKERS

L'avis concernant le titre Ier, le titre II, chapitres 3 à 10, le titre III, chapitres 3 à 6

a été donné par la première chambre, composée de

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SMETS, conseiller.

Les rapports ont été présentés par M. P. DEPUYDT, premier auditeur et M. W. VAN VAERENBERGH, auditeur. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées et exposées par Mme M.-C. CEULE, premier référendaire chef de section et par M. J. DRIJKONINGEN, référendaire.

DE VOORZITTER - LE PRESIDENT,

D. VERBIEST

L'avis concernant le titre Ier, article 1er, le titre II, chapitre Ier, articles 2 et 3, chapitre II, article 4, chapitre III, articles 5 à 9 et le titre III, chapitre Ier, articles 20 et 21 et chapitre II, articles 22 à 24

a été donné par la quatrième chambre, composée de

Messieurs de Heren — R. ANDERSEN, président de chambre, kamervoorzitter,

Y. KREINS, P. LIENARDY, conseillers d'Etat, staatsraden,

Madame Mevrouw — B. VIGNERON, greffier assumé, toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. GEHLEN, conseiller d'Etat.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

Het advies betreffende titel I, artikel 1, titel II, hoofdstuk I, artikelen 2 en 3, hoofdstuk II, artikel 4, hoofdstuk III, artikelen 5 tot 9 titel III, hoofdstuk I, artikelen 20 en 21 en hoofdstuk II, artikelen 22 tot 24

werd gegeven door de vierde kamer, samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. GEHLEN, staatsraad.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

Y. KREINS, conseillers d'Etat,
P. LIENARDY, staatsraden,

Madame B. VIGNERON, greffier assumé,
Mevrouw toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Mme S. GEHLEN, conseiller d'Etat.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

B. VIGNERON

De kamer was samengesteld uit

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. S. GEHLEN, staatsraad.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN